

Le gouvernement ne doit pas trahir ses promesses en faveur de la solidarité internationale en pleine pandémie de covid-19 !

Paris, le mercredi 23 septembre 2020 – Lors du Conseil des ministres de ce matin, le projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales devait être présenté avant d'être transmis au Parlement. Coordination SUD dénonce un nouveau report incompréhensible alors que le monde fait face à un besoin urgent de solidarité internationale pour limiter les conséquences catastrophiques de la covid-19.

La pandémie actuelle entraîne des répercussions désastreuses dans tous les pays, notamment pour les populations les plus vulnérables dont le nombre risque de s'accroître, et plus particulièrement dans ceux en développement. Ce sont pourtant 100 millions de personnes qui sont aujourd'hui menacées de tomber dans l'extrême pauvreté et le nombre de décès liés à d'autres maladies comme le sida ou le paludisme risque de doubler dans l'année à venir, du fait des conséquences de la crise causée par la covid-19. S'y ajouteront les effets de la crise alimentaire, climatique et environnementale qui risquent d'être sans commune mesure. L'engagement de la France dans la coopération pour le développement doit s'intensifier et s'incarner à travers ce texte en l'inscrivant notamment dans la durée.

Coordination SUD et ses membres ont témoigné leur soutien à cette promesse de campagne d'Emmanuel Macron et ont partagé leurs recommandations afin que la future loi permette de renforcer cette politique de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Toutefois, déjà repoussée fin 2019 puis à nouveau à deux reprises courant 2020, cette révision de la loi de 2014 est une fois de plus reportée *sine die*. Le processus de révision dure maintenant depuis 3 ans et l'échéance pour aboutir à un nouveau texte est déjà dépassée de 14 mois.

La future loi devait en effet fixer les orientations politiques et budgétaires essentielles pour traduire l'ambition et donner perspectives et lisibilité à la politique de développement solidaire. Il est temps d'engager le débat démocratique et de mobilisation citoyenne que cette politique mérite et que cette loi permet. Rappelons que 70 % des Français et Françaises sont favorables à un soutien aux pays en développement.

Emmanuel Macron déclarait hier lors de l'assemblée générale des Nations unies : « *Nous devons penser les termes d'une mondialisation qui accepte de revenir et de repenser les termes d'une juste souveraineté et du juste échange ; qui intègre en son sein, au cœur de son modèle, la lutte contre les inégalités sous toutes leurs formes, qu'elles soient de genre, de conditions ou économiques, la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité, et qui permette de manière durable d'intégrer les conditions d'un nouvel équilibre du monde* ». Le futur projet de loi doit incarner cette ambition. Sa présentation en Conseil des ministres ne doit pas davantage être retardée et permettre au Parlement de se saisir du texte.

Coordination SUD et ses membres appellent à une reprise urgente de ce processus primordial et de ne pas trahir les promesses de solidarité avec les populations les plus vulnérables de la planète à un moment où elles ont particulièrement besoin.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées, mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.